



Amnistie Internationale dévoile le rôle de l'UE dans la torture de masse des réfugiés en Libye

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 14 décembre 2017

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Afin d'empêcher des masses de réfugiés d'arriver en Europe, l'Union européenne (EU) participe à la construction, au financement et à l'équipement d'un vaste réseau de camps où les réfugiés se voient détenus de manière arbitraire, battus, torturés, violés, vendus en esclavage ou assassinés. C'est la conclusion d'un rapport horripilant d'Amnesty International (AI) sur la Libye, intitulé «Un obscur réseau de complicités.»

Les abus détaillés par ce rapport sont déjà bien établis. Des manifestations ont éclaté au Maghreb, en France et à l'international le mois passé quand CNN a diffusé des vidéos qui montraient la vente de réfugiés en tant qu'esclaves en Libye. Mais le rapport d'AI, fondé sur des documents officiels ainsi que sur des entrevues avec des dizaines de réfugiés, souligne non seulement la vaste étendue de ce réseau de prisons barbares, mais le rôle-clé du soutien technique et financier de l'UE.

En plus, même si le rapport en dit très peu sur la guerre de l'Otan en Libye en 2011, il démontre que ce réseau de prisons a ses origines dans la vague de guerres impérialistes à travers le Moyen-Orient et l'Afrique et la crise des réfugiés qu'elle a produite. Les trafiquants qui contrôlent ces prisons en Libye sont pour la plupart des milices que l'Otan a soutenues contre le régime du Colonel Mouammar Kadhafi pendant la guerre, et qui ont pris le pouvoir après sa destruction par l'Otan.

Cela démasque le rôle réactionnaire des commentateurs, universitaires et partis petit-bourgeois tels que le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en France, qui ont salué la guerre en tant qu'intervention humanitaire pour défendre une révolution démocratique. Ils prétendaient qu'une guerre impérialiste apporterait la démocratie et la liberté en Libye ; elle a apporté l'esclavage, le viol et le meurtre.

Selon des statistiques de l'Organisation internationale pour la migration (IOM) cité par AI, au moins 416.556 réfugiés étaient en Libye en septembre 2017. 60 pour cent venaient d'Afrique noire, 32 pour cent du Maghreb et 7 pour cent d'Asie ou du Moyen Orient. L'UE travaille avec des milices et des gangs criminels afin de les garder en Libye.

La déclaration de Malte en février 2017 a formulé cette stratégie: l'UE a promis d'apporter son soutien à la coopération italienne avec les autorités libyennes contre les réfugiés. Il s'agissait de financer, former et armer des gardes-frontières et les gardes-côtes libyennes (LGC) et de financer des «centres de réception» où l'on détient les réfugiés capturés par la LGC. En plus, selon AI, l'UE a «passé des accords avec des autorités locales libyennes et les dirigeants de tribus et de groupes armés, pour les encourager à cesser le trafic des

personnes.»

En conséquence, le nombre de réfugiés qui quittent la Libye s'écroule: «Au premier semestre de 2017, 83.754 personnes en tout étaient arrivées en Italie, beaucoup plus que sur la même période de 2016, quand il y a eu 70.222 arrivées. Mais la tendance s'est dramatiquement renversée depuis : de juillet à novembre 2017, au total 33.288 réfugiés et migrants sont arrivés en Italie, 67 pour cent de moins que pendant la même période en 2016, qui a vu 102.786 arrivées.»

Avec l'aide de l'UE, on jette des dizaines de milliers de réfugiés dans des camps d'internement où ils subissent les passages à tabac, la torture, voire le meurtre. A présent, selon AI, «environ 20.000 réfugiés et migrants sont détenus dans des centres normalement contrôlés par la Direction générale de la lutte contre la migration illégale (DCIM)», un organe du ministère de l'Intérieur libyen financé par l'UE. Puisque la justice libyenne ne fonctionne plus depuis le renversement de Kadhafi, ajoute AI, les réfugiés «n'ont aucun moyen administratif ou judiciaire formel de contester leur détention.»

AI cite des témoignages de nombreux détenus qui ont pu s'échapper vers l'Italie. Mariam, une érythréenne, dit que les gardes «sont méchants, ils étaient toujours ivres. Puis un jour, quatre Somaliens ont tenté de s'échapper. Les contrebandiers érythréens nous ont dit qu'ils en avaient tués trois, et que le quatrième était à l'hôpital. Puis ils ont battu les autres Somaliens. Ils les torturaient, on entendait les cris. Ils utilisaient l'électricité et les battaient avec des Kalachnikovs.»

Samir, un Soudanais, a décrit son évasion du centre de détention Nasser de la DCIM, où ses amis ont été asservis pour dette: «Il n'y avait ni électricité ni eau, alors ils nous ont pris dehors pour trouver de l'eau. Moi et deux amis, on a couru, ils nous ont tiré dessus mais on courait trop vite ... Le Soudanais a versé une caution pour les trois autres, et à présent ils doivent travailler afin de rembourser les 4.500 dinars libyens au propriétaire de l'usine.»

Ousman, un Gambien, a décrit un centre de la DCIM à Tripoli: «J'ai vu de nombreuses morts en prison, par maladie ou suite à des passages à tabac. ... Les gardes étaient libyens, ils tabassaient tout le monde, sans raison. Avant d'entrer en prison, la police vous fouille et prend tout l'argent, le téléphone, tout.» Il a ajouté, «J'ai vu un garçon en prison, ils lui ont donné un téléphone pour appeler sa famille, ils l'ont battu avec une barre de métal pendant l'appel, sur les bras et partout ... Cinq mois plus tard j'ai pu m'échapper avec d'autres, mais les gardes ont tiré et il y a eu de nombreux morts. Je ne sais pas combien ont trouvé la mort, mais j'ai vu des gens qui criaient et tombaient.»

Mohamed, un métallo bangladais qui vit en Libye, a dit: «Un groupe de Libyens est arrivé à l'atelier un jour et nous ont offert du travail. Tous les trois, nous sommes allés avec eux, ils étaient trois. On a pris place dans leur voiture. Ils m'ont dit de baisser la tête, de ne pas regarder, ils étaient agressifs. Ils nous ont amenés dans un endroit près d'une usine. ... Ils m'ont battu avec une barre de métal et m'ont cassé les doigts [il montre les doigts déformés de sa main droite]. J'ai des problèmes aussi avec ma jambe droite et mon épaule à cause de ça. J'ai vu un type battu à mort. Je suis resté là 20 jours. Puis j'ai payé 2.000 dollars US pour sortir, mes amis avaient pu réunir cette somme.»

La guerre de l'Otan en Libye et l'effondrement du pays constituent une leçon effroyable sur le rôle réactionnaire de l'impérialisme. La politique étrangère européenne a pris un caractère de plus en plus criminel, elle utilise des méthodes barbares pour priver les

réfugiés du droit d'asile. L'UE est complice de la torture des réfugiés, non seulement parce qu'elle soutient la DCIM et l'opération de ses camps de détention plus ou moins officiels en Libye; l'aide navale européenne à la LCG et les alliances avec diverses milices locales jouent aussi un rôle-clé.

Selon AI, «Les capacités accrues de la LCG, à cause du soutien des États de l'UE, produit de plus en plus de retours forcés en Libye. Ainsi, en 2017, la LCG a intercepté et fait rentrer en Libye 19.452 personnes. Quand la LCG intercepte des navires en mer, elle fait revenir les réfugiés et les migrants aux côtes libyennes et elle les transfère systématiquement vers des centres de détention de la DCIM.»

AI a relevé en particulier un accord entre l'Italie, l'ancienne puissance coloniale en Libye, et le chef de guerre influent Khalifa Haftar: «Les représentants de l'État italien ont aussi discuté de mesures pour réduire les flux migratoires irréguliers avec Khalifa Haftar, le chef de la soi-disant Armée nationale libyenne, qui contrôle l'Est du pays. Haftar s'est rendu en Italie le 26 septembre 2017 pour rencontrer les ministres italiens de l'Intérieur et de la Défense.»

Alexandre Lantier

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Alex Lantier, wsws.org, 2017

Articles Par : Alex Lantier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca